

RÉGIME D'ASSURANCE CHÔMAGE DES INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Mesures exceptionnelles

Fiche Covid-19

Septembre 2020

Centre national de la danse
Ressources professionnelles
+33 (0)1 41 839 839
ressources@cnd.fr
cnd.fr

CN D

Fiche Covid-19

Mise à jour : **01.09.2020**

Régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle – mesures exceptionnelles

Prise en compte par Pôle Emploi des rémunérations versées pour des périodes de travail annulées

Dans le cas où une date de représentation (ou une période de répétition ou de résidence) a été annulée et néanmoins rémunérée par l'employeur, cette période doit obligatoirement être déclarée à Pôle Emploi : une rémunération a été versée et des cotisations sociales ont été payées.

De ce fait, ces heures de travail (cachets ou heures) :

- feront l'objet de jours non indemnisables,
- entreront bien en compte pour le calcul des heures, quand bien même ces heures n'ont pas réellement été effectuées.

Prolongation des droits des intermittents du spectacle jusqu'au 31 août 2021 *Mis à jour 01.09.20*

La loi du 17 juin 2020 prolonge leurs droits à l'assurance chômage jusqu'au 31 août 2021. L'arrêté du 22 juillet 2020 acte les dates de report annoncées et le décret n°2020-928 du 29 juillet 2020 précise les conditions de réexamen de droits suite à cette prolongation. La prolongation de l'indemnisation (automatique sous réserve de s'actualiser mensuellement) concerne les intermittents du spectacle arrivant en fin de droits entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 août 2021.

Cette mesure se traduit par un report de la date anniversaire au 31 août 2021. Il s'applique à tous les demandeurs d'emploi, qu'ils remplissent ou non les conditions d'ouverture de droits à la date anniversaire.

Le réexamen des droits s'effectuera donc le 1^{er} septembre 2021 ou, si l'intéressé est sous contrat de travail relevant des annexes 8 ou 10 à cette date, au lendemain de la date de fin de ce contrat.

Allongement de la période de référence pour la recherche d'affiliation *Mis à jour 01.09.20*

Des mesures particulières ont été prises pour tenir compte de cette période de crise sanitaire :

- Pour les primo-entrants (première admission au titre de l'intermittence) :

La période de référence de 12 mois au cours de laquelle est recherchée la période d'affiliation applicable aux intermittents du spectacle est allongée d'une durée débutant le 1^{er} mars et s'achevant le 31 mai 2020 (soit 92 jours).

- Pour une réadmission :

Si l'intéressé ne remplit pas les conditions d'ouverture de droits, Pôle emploi prendra en compte une période de référence supérieure à 12 mois en allant chercher les heures de travail antérieures de la plus récente à la plus ancienne jusqu'à atteindre les 507 heures recherchées (sans pouvoir réutiliser des heures de travail déjà prises en compte dans une précédente ouverture de droit ou réadmission). La limite de 92 jours ne s'applique pas.

Augmentation du plafond de nombre d'heures d'enseignement artistique pouvant être pris en compte *Mis à jour 01.09.20*

Pour la recherche des 507 heures, les heures d'enseignement dispensées par les artistes ou les techniciens du spectacle (habituellement prises en compte à hauteur de 70 heures ou 120 heures selon leur âge) seront retenues exceptionnellement :

- A hauteur de 140 heures pour les personnes de moins de 50 ans ;
- A hauteur de 170 heures pour les personnes de 50 ans et plus.

Incidence de la période de confinement sur le délai d'inscription comme demandeur d'emploi

La durée de 12 mois maximum après la fin du contrat de travail pour s'inscrire à Pôle emploi est prolongée. La durée de cette prolongation sera égale au nombre de jours compris entre le 1er mars et le 31 mai 2020 (soit 92 jours).

Calcul de l'indemnisation pour activité partielle et prise en compte pour l'affiliation à l'assurance chômage *Mis à jour 01.09.20*

Un salarié placé sous le régime de l'activité partielle par son employeur percevra, à ce titre, une indemnisation spécifique calculée en fonction des heures qui auraient dû être travaillées durant cette période.

Les salariés du secteur chorégraphique sont concernés par ces dispositions et peuvent bénéficier de cette indemnité (84% du salaire horaire net).

Durant la période d'activité partielle, le salarié reçoit de son employeur une indemnité égale à 70% de sa rémunération brute horaire (soit 84% de son salaire horaire net).

Un décret du 16 avril 2020 est venu préciser le cas particulier des artistes payés au cachet (dont la rémunération est donc déconnectée du nombre d'heures effectuées).

Ainsi le nombre d'heures non travaillées retenu pour le calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle des artistes correspond à **7 heures par cachet** contractuellement programmé, mais non réalisé en raison d'une annulation liée à l'épidémie de covid-19, et ce, **sans pouvoir excéder 35 heures par semaine**.

Cette indemnité pour activité partielle n'est pas soumise à cotisations sociales.

Les périodes d'activité partielle correspondent à des périodes de suspension du contrat de travail. Comme les autres périodes de suspension (arrêt maladie, congé maternité, congé paternité...), l'activité partielle est donc considérée comme une période travaillée et ouvre ainsi des droits à l'indemnisation.

À ce titre, pour l'affiliation, une journée d'activité partielle (donc de suspension de contrat, y compris s'il s'agit d'un contrat d'enseignement salarié) est retenue :

- jusqu'au 31 mai 2020 : à raison de 7 heures par jour ou par cachet.

- **A compter du 1^{er} juin 2020 : à raison de 5 heures par jour ou par cachet.**

Cependant, ces périodes d'activité partielle sont automatiquement exclues du calcul du salaire de référence lors d'une ouverture de droits en cas de rupture du contrat de travail.

+ d'infos : [FAQ Pôle emploi Intermittents du spectacle et activité partielle](#)

Incidence du report du versement des cotisations sociales par l'employeur sur le calcul des droits

Dans le cadre de l'épidémie de coronavirus, l'employeur des artistes et techniciens du spectacle peut bénéficier du report du versement de ses cotisations sociales. Ce report sera sans incidence pour les salariés.

Pôle Emploi met en ligne une FAQ dédiée aux intermittents du spectacle, pour répondre à leurs questions concernant l'accès aux mesures exceptionnelles annoncées

Mesures d'urgence et "année blanche" pour les intermittents du spectacle

+ d'infos : ordonnance n°2020-324 du 25 mars 2020

+ d'infos : [décret n°2020-425 du 14 avril 2020](#)

+ d'infos : [arrêté du 16 avril 2020](#)

+ d'infos : [décret n°2020-435 du 16 avril 2020](#)

+ d'infos : [Arrêté du 22 juillet 2020](#)

+ d'infos : [Décret n° 2020-928 du 29 juillet 2020](#)

Date de mise à jour : 01.09.2020